Artisanat & ATTRACTIVITÉ

11
SEPT. 2026

Le Magazine de la CMA Île-de-France
à destination des acteurs territoriaux franciliens

Artisanat et Commerce : un enjeu stratégique pour les communes

Chambre de Métiers et de l'Artisanat ÎLE-DE-FRANCE

Sommaire

04

Renforcer le dialogue entre élus et artisans

05 Comprendre le rôle stratégique de l'Artisanat local

06 Guide d'observation des artisans à destination des élus

08 Développer une relation de qualité avec les artisans commerçants

09 Exemple des cafés commerçants à Vanves

10 La Charte Qualité de la CMA Île-de-France : un outil pour valoriser les entreprises et renforcer le lien avec les collectivités

12

Favoriser l'implantation et le développement des talents locaux

13 L'immobilier artisanal, un enjeu clé pour les territoires

15 Les hôtels d'activités artisanales : une réponse structurante

16 Maintenir l'Artisanat au cœur des territoires : un enjeu stratégique

17 Les boutiques éphémères de métiers d'art : un tremplin pour les artisans et un atout pour les territoires

16

Accompagner les artisans face aux transitions

20 Transition écologique, numérique et nouveaux usages

21 Former, sensibiliser et accompagner les entreprises

22 Appel à candidatures : accompagner les projets territoriaux durables

23 Dispositif « Booste ta boîte » : renforcer les compétences entrepreneuriales

24 ZOOM SPÉCIAL
La transmission des entreprises artisanales : un levier stratégique pour les collectivités

26 Reprise d'une boucherie à Rueil-Malmaison. Entretien avec Timothée Pruvost

Directeur de la publication : Francis Bussière

Sous la direction de : Florence Galiez, Samuel Cucherousset et Thomas Cecini

Comité rédactionnel : Xabier Iriondo, Damien Cantet, Céline Cougneau, Rémy Roubert, Aristide Vu et Clément Brihat

ISSN 2740-2819

Création graphique : Instant Urbain

Merci au Département des Hauts-de-Seine pour son soutien à la réalisation de ce numéro

édito

Renforcer les liens entre territoires et artisanat

Les artisans sont au cœur de la vitalité de nos territoires. Par leur savoir-faire, leur capacité d'innovation et leur ancrage local, ils contribuent chaque jour à l'attractivité et à la résilience économique de nos collectivités. Dans un contexte de transitions multiples – écologique, numérique et démographique – il est plus que jamais essentiel de renforcer les liens entre acteurs publics et monde artisanal.

Cela suppose d'abord de placer le dialogue au centre de l'action publique. Aller à la rencontre des artisans, comprendre leurs réalités quotidiennes, leurs contraintes comme leurs opportunités, constitue le socle de toute politique pertinente. Multiplier les échanges sur le terrain, encourager les visites d'entreprises et structurer des espaces de concertation réguliers permettent aux collectivités d'agir avec justesse et efficacité.

Dans le prolongement de cette écoute, se pose naturellement la question de l'avenir et du renouvellement de notre tissu économique. Nos territoires regorgent de talents qu'il convient d'accompagner et de valoriser. Faciliter l'accès au foncier, soutenir les projets d'installation ou de reprise, encourager les parcours de formation : autant de leviers pour permettre à ces talents de s'ancrer durablement. En créant des conditions favorables à leur développement, les collectivités participent activement à la dynamique locale.

Enfin, cet engagement doit s'inscrire dans une vision à long terme, en aidant les entreprises à relever les grands défis qui s'imposent à elles. Transition écologique, transformation numérique, évolution des attentes des consommateurs : autant d'enjeux qui nécessitent information, accompagnement et démarches collectives. Dans ce contexte, la transmission des entreprises apparaît également comme un impératif. Préserver les savoir-faire, maintenir l'activité économique et anticiper les évolutions démographiques exigent une mobilisation conjointe de l'ensemble des acteurs.

En conjuguant proximité, ambition et engagement, les collectivités peuvent ainsi devenir de véritables partenaires du développement artisanal. Ensemble, nous avons les moyens de construire des territoires dynamiques, durables et profondément humains.

1. Francis BUSSIERE
Président de la CMA de Paris
Président de la CMA Île-de-France

2. Michel ALEXEEF
Président de la CMA du Val-d'Oise
1er Vice-Président de la CMA Île-de-France

3. Leïla BELILI
Présidente de la CMA des Hauts-de-Seine
Vice-Présidente de la CMA Île-de-France

4. Yaëlle BUZZETTI
Présidente de la CMA de l'Essonne
1re Trésorière adjointe de la CMA Île-de-France

5. Francis DUBRAC
Président de la CMA de Seine-Saint-Denis
Vice-Président de la CMA Île-de-France

6. Thierry FROMENTIN
Président de la CMA de Seine-et-Marne
Vice-Président de la CMA Île-de-France

7. Ronan KERAUDREN
Président de la CMA des Yvelines
2e Vice-Président de la CMA Île-de-France

8. Vincent DIOT
Président de la CMA du Val-de-Marne
Trésorier de la CMA Île-de-France

Comprendre le rôle stratégique de l'Artisanat local

À l'issue des élections municipales, marquées par le renouvellement des équipes et la définition de nouvelles priorités locales, les communes entrent dans une phase d'action concrète. Dans ce contexte, le soutien à l'économie de proximité s'impose rapidement comme un enjeu central. Parmi les acteurs clés du territoire, les artisans et les commerçants occupent une place stratégique : présents au cœur des villes et des villages, ils participent à la vitalité économique, à l'emploi local et à la qualité de vie des habitants. Pour les nouvelles équipes municipales, aller à leur rencontre et intégrer leurs réalités dans les politiques publiques constitue un levier essentiel pour ancrer leur action dans le quotidien des territoires.

L'Artisanat, un pilier stratégique de l'économie francilienne

Dans un contexte où les collectivités locales cherchent à soutenir l'économie de proximité et à renforcer la vitalité des territoires, la rencontre entre élus municipaux et artisans, commerçants constitue un levier simple, concret et efficace. Trop souvent perçu uniquement comme un ensemble de petites entreprises dispersées, l'Artisanat représente en réalité une force économique, sociale et territoriale majeure en Île-de-France. Aller à la rencontre des artisans, commerçants, comprendre leurs enjeux et valoriser leur contribution doit ainsi devenir une démarche naturelle pour les élus de proximité.

L'Artisanat, une force économique majeure en Île-de-France

L'Artisanat constitue l'un des moteurs essentiels de l'économie francilienne. Des centaines de milliers d'entreprises artisanales, présentes dans les secteurs du bâtiment, de l'alimentation, des services ou encore de la production, irriguent l'ensemble du territoire régional. Elles assurent une activité économique quotidienne au cœur des communes et participent directement à la création de richesses locales. L'Artisanat représente également un volume d'emplois considérable, souvent non délocalisables, et contribue activement à l'insertion professionnelle par l'apprentissage. Chaque année, de nombreux jeunes sont formés dans ces entreprises, qui jouent un rôle clé dans la transmission des savoir-faire et dans la préparation des compétences de demain.

Des artisans au cœur de la vie des territoires

Au-delà de son poids économique, l'Artisanat occupe une place centrale dans la vie locale. Dans de nombreuses communes, les artisans participent directement à l'équilibre du tissu économique et à l'animation du territoire. Leurs activités permettent de maintenir des services de proximité indispensables pour les habitants. Ils contribuent aussi à la qualité du cadre de vie, notamment dans les métiers du bâtiment, de la rénovation ou de l'entretien du patrimoine. L'artisan est bien souvent à la fois entrepreneur, employeur et acteur engagé dans la vie locale. Par sa présence et son activité, il participe à l'identité et à la dynamique d'une commune.

L'Artisanat francilien représente :

371 000 entreprises
soit 23,5 %* des entreprises franciliennes.
Données aux 1er janvier 2026.

303 000 salariés
travaillent dans l'Artisanat

674 000 actifs
dans l'Artisanat (Chef d'entreprise, salariés et apprentis)

*par rapport aux données unités légales INSEE de 2023

Guide d'observation des artisans

à destination des élus

Artisans Alimentaires

20 000 entreprises
+ 2 % par an

Principales espèces
Boulangerie-pâtisserie, boucherie-charcuterie, chocolaterie, confiserie, vente à emporter de plats cuisinés, poissonnerie.

Habitat naturel
Locaux commerciaux avec laboratoire.

Leviers d'action : maîtrise des loyers commerciaux, offre immobilière adapté, recrutement, transmission/reprise, stationnement courte et longue durée, circuits couts, économies d'énergie et traitement de déchets, aménagement de l'espace public, valorisation.

Artisans sur les chantiers

113 000 entreprises
+ 6 % par an

Principales espèces
Installation électrique, maçonnerie, peinture et sols, plomberie et climatisation, couverture et étanchéification…

Habitat naturel
Chantiers.

Leviers d'action : labélisation RGE, déchets de chantier, valoriser les entreprises avec les pratiques commerciales vertueuses, embauche sous tension, circulation dans Paris, politique de stationnement adapté aux professionnels, locaux de stockage et administration.

Artisans des Services

32 000 entreprises
+ 1 % par an

Principales espèces
Coiffeur, fleuriste, pressing, imprimeries, réparateurs.

Habitat naturel
Locaux commerciaux.

Leviers d'action : maîtrise des loyers commerciaux, offre immobilière adapté, recrutement, transmission/reprise, stationnement courte et longue durée, économies d'énergie et traitement des déchets, aménagement de l'espace public, valorisation.

Artisans de la petite industrie

36 000 entreprises
+ 6 % par an

Principales espèces
Menuiseries, fabrication de meubles, miroiteries, métallerie-serrurerie, mécanique de précision et travail de métaux, prothèse dentaire et industrie agro-alimentaire.

Habitat naturel
Ateliers en zone d'activité, fonds de cours ou annexe du domicile du dirigeant.

Leviers d'action : reprise des activités, disparition d'ateliers suite à une forte pression immobilière, nouveaux PLUi très restrictifs avec l'industrie, développement du réseau de clientèle professionnelle.

Artisans mobiles

65 000 entreprises
+ 8 % par an

Principales espèces
Nettoyage de bâtiments, soins de beauté à domicile du client, photographe, graphiste, services administratives…

Habitat naturel
Domicile des particuliers, autres entreprises, en déplacement sur les routes.

Leviers d'action : réseautage et animation du réseau d'entrepreneurs ayant crée leur emploie (sortie de l'isolement), valorisation des activités, développement du réseau de clientèle professionnelle.

Artisans métiers d'art

27 000 entreprises
+ 10 % par an

Principales espèces
Bijouterie, accessoires de mode, céramique, modiste-styliste, couturier, restauration de meubles et œuvres d'art, tapisserie, doreur, vitrailliste…

Habitat naturel
À domicile du dirigeant ou dans un atelier artisanal.

Leviers d'action : valorisation des activités (salons/évènements/circuits), lieux de vente spécialisés (ex : boutiques éphémères), création de lieux de production type hôtel d'activités.

Artisans de la mobilité

64 000 entreprises
+ 5 % par an

Principales espèces
Taxi, vtc, ambulancier, déménageur.

Habitat naturel
Sur les routes, bords de trottoirs, places de stationnement (en voiture, camion, ambulance).

Leviers d'action : partage de la voirie, circulation sur la voie publique, possibilités de prise en charge sur l'espace public.

Artisans réparateurs auto-moto

14 000 entreprises
+ 12 % par an

Principales espèces
Réparation auto-moto, carrossier, contrôle technique…

Habitat naturel
Atelier garage en zone d'activités et entrées de villes.

Leviers d'action : traitement de déchets, disparition d'ateliers en milieu urbain suite aux difficultés réglementaires (PLUi), politique de stationnement et occupation du domaine public, difficultés de recrutement dans les secteurs comme la carrosserie.

Développer une relation de qualité
avec les artisans commerçants

Parce qu'il irrigue l'économie locale et contribue à l'attractivité des territoires, l'artisanat mérite une attention particulière des collectivités. En développant un dialogue régulier avec les entreprises de proximité et en mobilisant les leviers d'action dont elles disposent, les communes peuvent accompagner efficacement les artisans, soutenir leur développement et renforcer la vitalité économique de leur territoire.

Un dialogue essentiel entre élus et entreprises de proximité

Dans ce contexte, la démarche des élus qui prennent le temps d'aller à la rencontre des artisans revêt une importance particulière. Ces échanges permettent d'appréhender de manière concrète les réalités économiques du territoire et d'identifier les difficultés auxquelles les entreprises peuvent être confrontées. Les questions d'accès aux locaux, de stationnement, de réglementation ou encore de foncier économique sont souvent déterminantes pour le développement ou la pérennité d'une activité artisanale. Le dialogue direct offre aux élus une vision précise de ces enjeux et leur permet d'adapter plus efficacement les politiques publiques locales.

Les artisans peuvent également être des partenaires précieux dans la mise en œuvre de nombreux projets communaux. Qu'il s'agisse de la rénovation énergétique des bâtiments publics, de la réhabilitation du patrimoine ou encore de projets liés à la transition écologique, leurs compétences et leur expertise constituent des atouts majeurs pour les collectivités. En favorisant la coopération avec les entreprises locales, les communes encouragent une économie de proximité et contribuent à renforcer l'ancrage territorial de leurs projets.

Les élus municipaux, acteurs clés du développement artisanal

Les élus municipaux occupent à cet égard une position privilégiée. En tant qu'acteurs de proximité, ils sont les premiers interlocuteurs publics des entreprises artisanales. Leur engagement peut jouer un rôle déterminant pour valoriser les métiers, faciliter l'installation de nouvelles entreprises, accompagner les transmissions d'activité et préserver des espaces dédiés à l'Artisanat. Dans une région comme l'Île-de-France, marquée par une forte pression foncière et des transformations urbaines rapides, cette attention portée à l'Artisanat devient particulièrement stratégique.

Renforcer le dialogue entre les collectivités et les artisans constitue ainsi un véritable investissement pour l'avenir des territoires. Visiter un atelier, échanger avec un chef d'entreprise ou s'informer sur les réalités d'un métier permet aux élus d'ancrer leurs décisions dans la réalité économique locale. Soutenir l'Artisanat ne revient pas seulement à accompagner un secteur d'activité : c'est aussi encourager l'emploi local, préserver des savoir-faire précieux et contribuer à la vitalité des communes.

Dans l'économie francilienne, l'Artisanat n'est pas un secteur secondaire. Il représente au contraire l'un des fondements de l'équilibre économique et social des territoires. C'est au niveau communal que ce lien peut se construire le plus efficacement, au plus près des femmes et des hommes qui, chaque jour, font vivre ces métiers et participent à la dynamique de nos villes et de nos villages.

Exemple des cafés commerçants
à Vanves

À Vanves, la municipalité a fait du dialogue avec les commerçants un axe fort de son action en faveur du dynamisme local. Grâce à l'organisation de « cafés commerçants », la ville crée des espaces d'échange privilégiés permettant de mieux comprendre les attentes des professionnels, d'accompagner leurs projets et de construire, collectivement, un commerce de proximité attractif et adapté aux enjeux du territoire.

© Arno Bouvier

Les « cafés commerçants », un outil de dialogue local

À Vanves, la municipalité organise des « cafés-commerçants » afin de faire rencontrer les artisans commerçants et les acteurs locaux. Ces « cafés commerçants » sont devenus des rendez-vous informels privilégiés pour échanger sur les enjeux économiques de la commune et sur la vie commerciale des quartiers.

Organisées par la municipalité, ces rencontres favorisent le dialogue et la coopération entre les différents acteurs du territoire. Elles permettent d'aborder concrètement les préoccupations du terrain : l'attractivité des quartiers, la fréquentation des commerces, les transitions numériques et écologiques, les difficultés rencontrées par les entrepreneurs ou encore les projets d'aménagement urbain. Pour les commerçants, ces moments d'échange représentent aussi l'occasion de dialoguer directement avec les élus et les services municipaux. «Les cafés commerçants permettent d'échanger directement avec l'élu et les services de la ville. On peut comprendre les projets municipaux, poser des questions et faire remonter nos besoins. C'est important de sentir que l'on est écouté et accompagné», témoigne Ingrid Menet, fromagère à Vanves.

Ces rencontres jouent également un rôle important pour les nouveaux entrepreneurs qui souhaitent s'intégrer dans le tissu commercial local. « J'ai participé au Café des commerçants avant même l'ouverture de ma boutique. C'était pour moi l'occasion de me présenter, de rencontrer les autres commerçants et de comprendre comment la ville accompagne le commerce de proximité », souligne-t-elle. Ces moments de discussion ont contribué à renforcer la confiance entre les commerçants et la municipalité. À Vanves, l'organisation régulière de cafés commerçants a ainsi permis de créer des liens solides entre les entrepreneurs locaux et les élus, favorisant une meilleure compréhension des besoins du tissu économique.

Un levier pour dynamiser le commerce de proximité

Les cafés commerçants s'inscrivent dans une politique plus large de soutien au commerce local menée par la ville. Celle-ci multiplie les initiatives pour valoriser les commerçants et encourager les habitants à consommer local. Campagnes de communication, événements saisonniers ou opérations promotionnelles contribuent à mettre en avant le dynamisme économique de la commune.

Dans ce contexte, les cafés deviennent de véritables lieux d'échanges et de réflexion collective. « Ces rencontres sont très utiles, car elles apportent à la fois des informations techniques et un vrai moment d'échange. On y parle d'hygiène, de sécurité ou encore de nouveaux outils, mais aussi des réalités du quotidien des commerçants », continue Ingrid Menet.

Ils permettent également de tisser des liens entre des professionnels qui, en raison de leurs horaires souvent chargés, ont rarement l'occasion de se rencontrer. « Comme les cafés sont organisés dans différents quartiers, on rencontre des commerçants que l'on ne croise jamais au quotidien. On a tous les mêmes horaires, donc ces moments sont précieux pour échanger et partager nos expériences ».

La Charte Qualité de la CMA Île-de-France : un outil pour valoriser les entreprises et renforcer le lien avec les collectivités

Depuis plusieurs années, la Chambre de Métiers et de l'Artisanat d'Île-de-France (CMA Île-de-France) déploie une Charte Qualité destinée à reconnaître et valoriser les entreprises artisanales qui s'engagent dans des pratiques exemplaires. Professionnalisme, qualité du service client, respect des normes ou encore rigueur dans la gestion : autant de critères qui permettent de distinguer les artisans investis dans une démarche d'excellence.

Plus qu'un simple label, cette charte constitue un véritable levier de valorisation du tissu économique local. Elle met en lumière les savoir-faire artisanaux et encourage les entreprises à maintenir des standards élevés dans leur activité. Elle participe également à renforcer la visibilité de l'Artisanat auprès du grand public et des partenaires institutionnels.

Pour les collectivités locales, la Charte Qualité représente aussi une opportunité privilégiée de rencontre avec les entreprises du territoire. Les artisans commerçants labellisés sont des interlocuteurs engagés et représentatifs du savoir-faire local. Les élus peuvent ainsi échanger directement avec eux, mieux comprendre leurs réalités économiques et identifier les leviers permettant de soutenir leur développement. Ces échanges contribuent à renforcer la connaissance mutuelle entre les acteurs publics et les entrepreneurs.

La cérémonie de remise de la Charte constitue à cet égard un moment particulièrement important. Organisée dans un cadre convivial et valorisant, elle permet de réunir artisans, élus et partenaires autour d'une reconnaissance officielle du travail accompli. Ce temps de rencontre renforce la visibilité des entreprises distinguées et favorise un dialogue constructif entre collectivités et acteurs économiques.

Au-delà de l'événement lui-même, la Charte Qualité joue un rôle essentiel dans la valorisation des savoir-faire artisanaux et dans la transmission d'une culture de l'exigence professionnelle.

Une reconnaissance du véritable savoir-faire artisanal

Pour les artisans commerçants eux-mêmes, cette distinction représente avant tout une reconnaissance de leur engagement et de leur maîtrise du métier. Marie Pompougnac, bijoutière artisanale, explique ce qui l'a motivée à rejoindre la démarche :

> "Ce qui m'a motivée à adhérer à la Charte Qualité Confiance, c'est avant tout la reconnaissance du vrai savoir-faire. Dans mon métier, je façonne entièrement mes pièces, de A à Z. Le label vient confirmer cet engagement et reconnaître le travail d'un artisan qui maîtrise réellement son métier."

Dans certains secteurs, où la frontière entre production artisanale et assemblage industriel peut parfois sembler floue, la charte permet également de mieux distinguer les pratiques professionnelles.

« Aujourd'hui, on trouve beaucoup de fabricants ou de revendeurs qui assemblent simplement des éléments produits ailleurs, parfois à l'étranger, sans forcément maîtriser le métier de bijoutier-joaillier. La Charte Qualité permet justement de faire la différence entre un véritable artisan qui crée ses pièces et quelqu'un qui assemble des produits industriels », souligne-t-elle.

Un repère de confiance pour le public

La Charte Qualité constitue également un repère de confiance pour les consommateurs, qui peuvent identifier plus facilement les artisans engagés dans une démarche de qualité. Lors d'événements professionnels ou commerciaux, cette reconnaissance peut jouer un rôle important dans la relation avec les clients.

« Lors du Salon du Made in France, j'ai affiché mon label sur mon stand. Je pense que cela a pu rassurer certaines personnes : voir que mon travail est reconnu par un organisme légitime peut être un véritable élément de confiance pour les clients », explique Marie Pompougnac.

Un outil de pédagogie et de valorisation des métiers

Au-delà de la reconnaissance individuelle, la Charte Qualité contribue également à mieux faire comprendre au public la réalité des métiers artisanaux.

« Il y a un vrai enjeu pour faire comprendre au public la différence entre un artisan qui fabrique réellement ses pièces et quelqu'un qui assemble des éléments industriels. La Charte Qualité peut jouer un rôle important dans cette pédagogie et montrer ce qu'est un véritable savoir-faire artisanal », poursuit-elle.

Pour que cet outil remplisse pleinement son rôle, sa visibilité reste néanmoins un enjeu.

« Aujourd'hui, peu de personnes savent qu'un label existe pour reconnaître les artisans qui créent eux-mêmes leurs pièces. Si la Charte Qualité devenait plus visible, elle pourrait vraiment aider à valoriser les artisans locaux et à défendre nos métiers. »

Une dynamique appelée à se renforcer

La CMA Île-de-France poursuit aujourd'hui le développement de cette démarche, notamment avec la Charte Qualité Confiance qui évolue en Charte Qualité Confiance-Durable afin d'intégrer davantage les enjeux environnementaux dans l'activité artisanale.

Pour les artisans commerçants comme pour les collectivités, l'objectif reste le même : valoriser les entreprises engagées et renforcer le lien entre les acteurs économiques et les territoires. Comme le résume Marie Pompougnac :

> "La Charte Qualité pourrait devenir un repère pour le public, un moyen simple d'identifier les artisans qui travaillent réellement sur leur territoire et qui perpétuent des savoir-faire. Cela permettrait de mieux faire connaître et reconnaître le travail des artisans."

Ainsi, la charte qualité de la CMA Île-de-France s'impose progressivement comme un outil de reconnaissance, de dialogue et de valorisation, contribuant à renforcer la dynamique économique locale et à faire rayonner les savoir-faire artisanaux franciliens.

L'immobilier artisanal,
un enjeu clé pour les territoires

Face aux difficultés d'accès à des locaux adaptés, l'implication des collectivités dans l'immobilier artisanal s'impose comme un levier clé. À la croisée de l'emploi, de l'attractivité des territoires et de la préservation des savoir-faire, cet engagement conditionne le développement et la pérennité des entreprises artisanales.

Pourquoi les collectivités doivent-elles s'impliquer dans l'immobilier dédié à l'Artisanat

L'accès à des locaux adaptés et financièrement accessibles demeure l'un des principaux obstacles à l'installation ou au développement des entreprises artisanales dans les secteurs notamment du bâtiment et de la petite industrie. Dans ce contexte, l'implication des collectivités dans l'immobilier dédié à l'Artisanat apparaît comme un levier stratégique pour soutenir l'emploi local, préserver les savoir-faire et renforcer l'attractivité des territoires.

Faciliter la création d'emplois locaux

L'un des premiers enjeux de l'immobilier artisanal est de permettre aux habitants de créer leur propre emploi. Pour de nombreux porteurs de projet, l'accès à un local constitue la condition indispensable pour démarrer leur activité. Les métiers artisanaux nécessitent souvent des espaces spécifiques : ateliers, zones de stockage, accès pour les livraisons, équipements adaptés ou respect de normes de sécurité et d'hygiène.

Lorsque les loyers sont trop élevés ou que les locaux adaptés sont rares, de nombreux projets d'installation ne voient pas le jour. À l'inverse, la mise à disposition de locaux accessibles financièrement peut permettre à des habitants de se lancer dans l'entrepreneuriat. Une entreprise artisanale qui s'installe, c'est non seulement un emploi créé pour son dirigeant, mais aussi souvent des recrutements à moyen terme : apprentis, salariés ou partenaires locaux.

En facilitant l'accès à l'immobilier professionnel, les collectivités contribuent ainsi directement à la création d'emplois durables sur leur territoire.

Garantir des conditions de travail conformes et adaptées

L'immobilier artisanal joue également un rôle essentiel dans le respect des normes professionnelles. Les activités artisanales doivent souvent répondre à des exigences précises en matière de sécurité, d'hygiène, d'accessibilité ou d'organisation des espaces de travail, conformément au Code du travail et aux réglementations sectorielles.

Disposer d'un local adapté permet aux artisans d'exercer leur métier dans de bonnes conditions, de protéger leurs salariés et d'accueillir leurs clients dans un environnement sécurisé. En soutenant la création ou la rénovation de locaux professionnels adaptés, les collectivités favorisent des conditions d'exercice de qualité pour les entreprises artisanales.

Donner une image attractive de l'Artisanat

L'immobilier artisanal joue aussi un rôle d'image. Des ateliers visibles, modernes et bien intégrés dans l'espace urbain contribuent à valoriser les métiers artisanaux auprès du grand public. Ils permettent aux habitants de mieux comprendre les savoir-faire présents sur leur territoire et de renforcer le lien entre artisans et population.

Cette dimension est particulièrement importante pour les jeunes. Un atelier bien conçu, ouvert sur son quartier ou intégré à un pôle d'activités peut susciter la curiosité et donner envie de découvrir ces métiers. L'Artisanat apparaît alors comme un secteur dynamique, innovant et porteur d'avenir.

À l'inverse, des locaux vétustes ou relégués dans des espaces peu visibles peuvent contribuer à donner une image dépassée ou peu attractive de ces professions.

Maintenir l'activité artisanale dans les zones urbaines denses

Dans les centres urbains et les quartiers densément peuplés, la pression immobilière peut conduire progressivement à la disparition des activités artisanales. Les locaux sont transformés en logements ou en commerces plus rentables, et les artisans sont contraints de s'installer en périphérie.

Cette évolution peut fragiliser l'équilibre économique et social des quartiers. Les habitants perdent l'accès à des services de proximité, tandis que les artisans s'éloignent de leur clientèle.

En s'impliquant dans l'immobilier artisanal, par exemple en réservant des locaux dans les opérations d'aménagement, en développant des hôtels artisanaux ou en maîtrisant certains espaces stratégiques, les collectivités peuvent maintenir ces activités au cœur de la ville. Cela permet de préserver la mixité des fonctions urbaines et de garantir la présence de services utiles au quotidien.

Préserver et transmettre les savoir-faire

Enfin, l'immobilier artisanal contribue à préserver les savoir-faire présents sur un territoire. Les ateliers sont des lieux de production, mais aussi des lieux de transmission. C'est souvent dans ces espaces que se forment les apprentis, que les gestes du métier se transmettent et que les traditions artisanales se perpétuent.

En facilitant l'installation et la pérennité des artisans, les collectivités participent ainsi à la sauvegarde d'un patrimoine économique et culturel précieux. Les habitants peuvent découvrir ces métiers, comprendre leur valeur et développer un attachement plus fort à ces activités locales.

Un levier stratégique pour les territoires

Soutenir l'immobilier dédié à l'Artisanat ne relève donc pas uniquement de l'aménagement économique. C'est un levier transversal qui agit à la fois sur l'emploi, l'attractivité des métiers, la vitalité des quartiers et la préservation des savoir-faire.

Pour les collectivités, s'engager dans ce domaine permet de créer les conditions favorables à l'émergence et au développement d'entreprises artisanales, tout en renforçant le lien entre les habitants et les acteurs économiques de proximité. L'immobilier artisanal devient ainsi un outil stratégique au service d'un développement local durable et équilibré.

Les hôtels d'activités artisanales : une réponse structurante

Dans de nombreux territoires, l'accès à des locaux adaptés constitue un frein majeur à l'installation et au développement des entreprises artisanales. Face à cette réalité, les hôtels d'activités artisanales apparaissent comme une réponse concrète et structurante.

Ces équipements immobiliers regroupent plusieurs ateliers au sein d'un même bâtiment, généralement entre 1 000 et 2 500 m², avec des surfaces modulables allant de 50 à 200 m². Cette flexibilité permet d'accueillir une grande diversité de métiers et d'adapter les espaces aux besoins spécifiques des entreprises.

Pensés pour les contraintes de l'Artisanat, ces lieux intègrent des zones de manutention, des accès facilités pour les livraisons, des espaces de stockage et une circulation adaptée aux prestataires. Ils offrent ainsi un cadre de travail conforme aux exigences techniques et réglementaires des activités artisanales.

Comme le souligne Robin Peltier, plombier implanté de longue date en milieu urbain :

> "Le vrai problème, c'est que le foncier explose. Les artisans n'ont pas les marges pour payer les loyers "normaux". Le neuf est hors de prix. L'ancien est souvent mal isolé ou pas du tout adapté."

Un levier pour faciliter l'installation et sécuriser les parcours

L'un des principaux atouts des hôtels d'activités artisanales réside dans leur accessibilité économique. Avec des loyers généralement compris entre 120 et 150 € HT/HC par m² et par an, ils permettent à de jeunes entreprises de disposer d'un local professionnel à un coût maîtrisé.

Leur fonctionnement repose souvent sur un parcours progressif : les entreprises intègrent d'abord les lieux via un bail précaire, leur permettant de tester et consolider leur activité, avant d'évoluer vers un bail commercial une fois leur modèle stabilisé.

Ce cadre sécurisant est essentiel pour les entrepreneurs, comme en témoigne Robin Peltier :

« Il y avait un comité qui décidait qui rentrait ou pas, et avec l'appui local, j'ai fini par décrocher un des petits locaux qui restaient. Ça me convenait très bien, je ne savais même pas si je pourrais payer un gros loyer. »

À l'inverse, l'absence de solutions adaptées peut freiner des parcours prometteurs. Marie Pompougnac, bijoutière artisanale, partage son expérience :

« Avant de trouver mon atelier actuel, j'avais cherché un espace plus visible, un atelier boutique, un lieu accessible au public… et il n'y avait absolument rien. Soit les locaux étaient trop grands et trop chers, soit il n'y avait aucune offre adaptée. Je pense qu'il manque clairement un dispositif d'accueil pour les jeunes artisans. »

Maintenir l'Artisanat au cœur des territoires : un enjeu stratégique

Dans les zones urbaines, la pression immobilière tend à évincer les activités productives au profit d'usages résidentiels ou tertiaires. Les hôtels d'activités artisanales permettent de lutter contre ce phénomène en maintenant des ateliers au cœur des villes.

Ils contribuent à préserver des services de proximité essentiels : réparation, métiers du bâtiment, Artisanat d'art, tout en renforçant la vitalité économique locale. Ils favorisent également les synergies entre artisans, les échanges de compétences et parfois la mutualisation d'équipements.

Mais pour être pleinement efficaces, ces dispositifs doivent s'inscrire dans une stratégie publique volontariste. Robin Peltier insiste sur ce point :

> "Ce qu'il faudrait, c'est que les villes puissent préempter les locaux vides, les acheter pas chers et ensuite les relouer à des artisans à prix modéré. Si on veut des artisans, il faut des locaux."

Enfin, l'enjeu dépasse la seule question de l'immobilier. Il touche directement à la transmission et à l'emploi : « Si on veut des salariés, des apprentis, de la transmission, il faut des ateliers. Et aujourd'hui, dès qu'un atelier ferme, ça devient un loft. »

Un outil structurant pour les collectivités

Les hôtels d'activités artisanales sont généralement gérés en régie par les collectivités, qui conservent ainsi la maîtrise de l'occupation des locaux et orientent les activités en fonction des besoins du territoire.

La sélection des entreprises, souvent assurée par un jury d'attribution, permet de privilégier les projets les plus pertinents et de maintenir une diversité économique locale.

Avec l'appui d'acteurs comme les Chambres de Métiers et de l'Artisanat, les collectivités peuvent être accompagnées dans la conception de ces projets : études d'opportunité, modélisation, cahier des charges technique.

En réunissant des conditions favorables à l'installation et au développement des artisans, ces équipements constituent un levier stratégique pour soutenir l'économie de proximité, favoriser l'emploi et préserver durablement les savoir-faire.

Les boutiques éphémères de métiers d'art : un tremplin pour les artisans et un atout pour les territoires

Dans de nombreuses communes d'Île-de-France, les boutiques éphémères dédiées aux métiers d'art se multiplient. Ce dispositif innovant permet à la fois de soutenir les artisans locaux et de dynamiser les centres-villes en proposant des espaces de vente temporaires accessibles et flexibles. Pour les collectivités, il s'agit d'un outil efficace pour valoriser les savoir-faire présents sur leur territoire tout en renforçant l'animation commerciale des quartiers.

Concrètement, ces boutiques prennent généralement la forme de locaux de 40 à 60 m², aménagés pour accueillir simultanément deux à quatre artisans, principalement issus des métiers d'art. Les créateurs y présentent leurs pièces dans un cadre professionnel, directement au contact du public. Pour beaucoup d'entre eux, ce type d'espace représente une opportunité précieuse de visibilité.

> "Quand on n'a pas pignon sur rue, ces dispositifs sont indispensables : ils permettent de se faire connaître, de rencontrer de nouvelles clientes et de sortir de l'isolement de l'atelier"

témoigne ainsi une artisane participant au dispositif.

Un fonctionnement souple et accessible

Le principe repose sur une programmation tournante, souvent organisée sur une base semestrielle. Les artisans se succèdent généralement chaque semaine, ce qui permet à un grand nombre de créateurs de bénéficier de cet espace tout au long de l'année. Pour les visiteurs, ce fonctionnement offre également un renouvellement constant des produits et des savoir-faire présentés.

Afin de faciliter l'installation des artisans, les boutiques éphémères mettent à disposition un équipement minimal et du mobilier d'exposition. Les créateurs peuvent ainsi s'installer rapidement, sans avoir à supporter les coûts importants liés à l'aménagement d'un commerce permanent. Le soutien des collectivités joue ici un rôle déterminant. « L'implication de la mairie change tout. Pour une jeune entreprise qui dispose de peu de moyens, le coût réduit et la durée courte sont très avantageux. Cela permet d'être visible sans prendre de risques financiers », explique une créatrice.

Les communes accompagnent également ces initiatives à travers leurs outils de communication, permettant de faire connaître les artisans auprès des habitants et d'attirer de nouveaux visiteurs.

Un outil de rencontre avec le public

Au-delà de la simple vente, ces espaces permettent aux artisans de tester leurs produits et de mieux comprendre leur clientèle.

> "Les boutiques éphémères sont le moyen le plus direct d'aller à la rencontre du public, de se rendre visible et de tester son offre"

souligne une créatrice.

Ce contact direct avec les habitants permet également d'observer les comportements d'achat et d'adapter son activité. « Les boutiques éphémères permettent de comprendre les attentes selon les lieux et d'observer des comportements d'achat différents », ajoute-t-elle.

Pour de nombreux artisans, ces dispositifs représentent aussi une première étape importante dans le développement de leur activité. « C'est un outil essentiel pour permettre aux jeunes créateurs de se lancer, de tester leur activité et de rencontrer leur clientèle », explique une participante.

Valoriser les artisans au cœur des territoires

Les boutiques éphémères jouent également un rôle important dans la visibilité des artisans au sein de leur propre territoire. Beaucoup d'entre eux travaillent dans des ateliers privés, parfois à domicile, et restent peu connus du grand public.

« Beaucoup d'artisans travaillent chez eux, sans vitrine, et sont invisibles du grand public. Une meilleure mise en avant des artisans serait très utile », souligne une créatrice.

En créant un espace de vente temporaire au cœur des centres-villes, les collectivités contribuent ainsi à faire découvrir ces savoir-faire aux habitants et à renforcer les liens entre artisans et population locale.

« C'est également un outil très important pour faire connaître les artisans au sein de leur commune. Beaucoup d'habitants ignorent la présence d'artisans près de chez eux ; la boutique éphémère permet de créer ce lien et de renforcer la vie commerciale », explique une artisane.

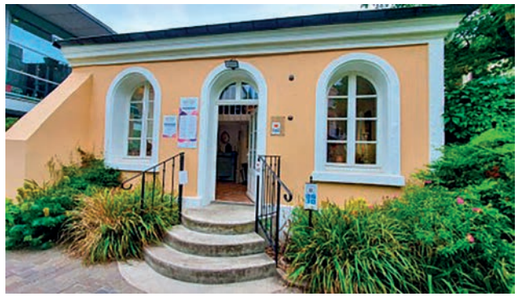
Un dispositif soutenu par les institutions

Pour accompagner et structurer ces initiatives, un réseau métropolitain de boutiques éphémères a été créé avec le soutien de la Métropole du Grand Paris. Ce réseau permet aux communes engagées de partager leurs expériences, d'échanger des bonnes pratiques et de développer de nouveaux espaces dédiés aux métiers d'art.

Les institutions jouent également un rôle d'accompagnement auprès des artisans eux-mêmes.

> "La Chambre de Métiers et de l'Artisanat a toujours été disponible lorsque j'avais des questions. J'ai eu de très bons rapports avec l'ensemble des interlocuteurs"

témoigne une créatrice.



Un levier pour l'Artisanat et l'animation des centres-villes

À la croisée du soutien à l'Artisanat et de la dynamisation des centres urbains, les boutiques éphémères apparaissent aujourd'hui comme un outil particulièrement efficace pour valoriser les savoir-faire locaux et encourager l'entrepreneuriat artisanal.

En offrant aux artisans un espace de visibilité et d'expérimentation commerciale, tout en participant à l'animation des centres-villes, ces initiatives contribuent à renforcer l'attractivité des territoires et à faire découvrir au public la richesse des métiers d'art.

Transition écologique, numérique
et nouveaux usages

Face aux défis de la transition écologique, des mutations technologiques et du renouvellement des générations, les artisans doivent adapter leurs pratiques pour rester compétitifs. Dans ce contexte, le partenariat entre les collectivités locales et la CMA Île-de-France s'impose comme un levier essentiel pour accompagner, former et soutenir durablement les entreprises artisanales au cœur des territoires.

La transition écologique constitue l'un des défis les plus importants pour les entreprises artisanales. Dans un contexte où les ressources se raréfient et où le prix des matières premières augmente, de nombreux artisans doivent repenser leur modèle économique et leurs pratiques de production.

Les collectivités et la CMA peuvent agir conjointement pour sensibiliser les entreprises aux enjeux environnementaux, promouvoir des pratiques plus durables et accompagner les artisans dans l'optimisation de leurs consommations d'énergie et de matières premières. Cela peut passer par des diagnostics, des formations ou encore la mise en place de dispositifs d'accompagnement pour favoriser l'économie circulaire et la réduction des déchets.

S'adapter aux aléas climatiques

Les épisodes climatiques extrêmes, comme les inondations ou les vagues de chaleur, deviennent également des préoccupations croissantes pour les entreprises artisanales. Ces événements peuvent perturber l'activité, endommager les équipements ou rendre certains locaux inadaptés.

Les collectivités, en lien avec la CMA, ont un rôle important à jouer pour anticiper ces risques et accompagner les entreprises dans leur adaptation : aménagement des locaux, prévention des risques, continuité d'activité ou encore sensibilisation aux bonnes pratiques face aux épisodes climatiques.

L'Intelligence artificielle, une opportunité pour les entreprises artisanales

Le développement de l'Intelligence artificielle ouvre également de nouvelles perspectives pour les artisans. Bien utilisée, elle peut devenir un outil précieux dans plusieurs domaines de l'entreprise :

- **la gestion administrative et comptable**, grâce à l'automatisation de certaines tâches ;
- **la relation client**, avec des outils d'assistance ou de réponse automatisée ;
- **la communication et le marketing**, notamment pour la création de contenus ou l'analyse des attentes des consommateurs ;
- **la conception et la production**, dans certains métiers nécessitant des outils numériques ou de conception assistée.

L'enjeu pour les collectivités et la CMA est de sensibiliser les artisans à ces nouvelles technologies, de lever les appréhensions et de leur montrer concrètement comment ces outils peuvent améliorer leur efficacité et leur visibilité.

Adapter la communication des entreprises

Dans un monde où les modes de consommation et d'information évoluent rapidement, les artisans doivent également faire évoluer leurs outils de communication. Les nouvelles générations de consommateurs utilisent largement les réseaux sociaux et les plateformes numériques pour découvrir des produits et des services.

Les collectivités et la CMA peuvent accompagner les entreprises pour moderniser leur présence en ligne, développer leur visibilité numérique et adopter des stratégies de communication adaptées aux attentes actuelles.

Former, sensibiliser et accompagner les entreprises

Face aux défis du renouvellement des générations, de la transition des métiers et de l'évolution des compétences, l'accompagnement des entreprises artisanales constitue un enjeu majeur pour les territoires. À travers des actions de sensibilisation, de formation et de promotion des métiers, collectivités et acteurs consulaires peuvent agir ensemble pour favoriser l'emploi, susciter des vocations et renforcer durablement le dynamisme économique local.

Favoriser l'insertion des jeunes dans les métiers de l'Artisanat

Enfin, l'un des enjeux majeurs pour l'avenir du secteur est le renouvellement des générations. De nombreux métiers artisanaux peinent à recruter alors même qu'ils offrent des perspectives d'emploi solides.

Les collectivités et la CMA peuvent agir ensemble pour valoriser les métiers de l'Artisanat auprès des jeunes, promouvoir l'apprentissage et faciliter les parcours d'insertion professionnelle. Les événements locaux, les rencontres entre artisans et jeunes publics ou encore les actions dans les établissements scolaires sont autant de leviers pour susciter des vocations.

Un partenariat au service du développement local

En conjuguant leurs compétences, les collectivités locales et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat Île-de-France peuvent ainsi accompagner efficacement les artisans face aux transformations en cours. Ce travail de sensibilisation et d'accompagnement contribue non seulement à renforcer la résilience des entreprises artisanales, mais aussi à soutenir la vitalité économique et sociale des territoires.

Appel à candidatures : accompagner les projets territoriaux durables

Pour accompagner les collectivités dans leurs démarches de transition écologique, la CMA met en place un appel à candidatures dédié aux projets territoriaux durables. Un dispositif concret qui permet de soutenir des actions en faveur de l'adaptation au changement climatique, de la sensibilisation des entreprises et du développement local responsable.

LA CMA lance un appel à candidatures pour les collectivités

La transition écologique est aujourd'hui au cœur des priorités des territoires. Pour accompagner les collectivités locales dans cette transformation et favoriser l'émergence d'actions concrètes au bénéfice des entreprises et des habitants, la CMA Île-de-France lance un nouvel appel à candidatures dédié à la transition écologique et au développement territorial. Cette initiative vise à soutenir les collectivités souhaitant déployer des projets structurants en faveur d'un développement plus durable sur leur territoire.

Un appel à candidatures pour accompagner la transition écologique des territoires

L'appel à candidatures sera officiellement ouvert le 15 avril 2026 et restera accessible jusqu'au 15 septembre 2026. Durant cette période, les collectivités territoriales intéressées pourront proposer des projets permettant d'accompagner les entreprises artisanales dans leur transition environnementale et énergétique, tout en renforçant la dynamique écologique locale.

Plusieurs types d'actions peuvent être mobilisés dans le cadre de cet appel à candidatures. Les collectivités pourront organiser des visites énergie pour sensibiliser et accompagner les entreprises dans l'optimisation de leurs consommations, conduire un diagnostic d'adaptation au changement climatique afin d'anticiper les impacts environnementaux et renforcer la résilience des activités économiques ou encore réaliser une étude de potentiel photovoltaïque afin d'identifier les opportunités de production d'énergie solaire sur leur territoire. L'organisation d'un événement « répar'acteur », dédié à la promotion de la réparation et de l'économie circulaire, pourra également être envisagée pour encourager des pratiques plus durables auprès des artisans et du grand public.

Un dispositif accessible et cofinancé

Chaque projet retenu bénéficie d'un dimensionnement forfaitaire de 10 000 euros. Dans ce cadre, la collectivité participante est invitée à contribuer à hauteur de 2 000 euros, soit 20 % du coût total du projet. Au-delà de cet engagement financier, la collectivité joue un rôle clé dans la réussite des actions menées. Elle s'engage ainsi à promouvoir les projets auprès des entreprises concernées, à soutenir les structures bénéficiaires tout au long de la démarche et à prendre en charge l'organisation logistique des événements éventuellement liés à la mise en œuvre des actions.

De son côté, la CMA Île-de-France met à disposition son expertise et son ingénierie afin d'accompagner efficacement le déploiement des projets sur le terrain. Elle assure également la mobilisation de 80 % des financements nécessaires, notamment grâce à des partenaires tels que le Fonds européen de développement régional, l'Agence de la transition écologique et TFCMA. Cette collaboration permet de faciliter l'accès des collectivités à des actions structurantes tout en limitant leur participation financière.

Des modalités de candidature simples

La procédure de candidature a été pensée pour être simple et accessible. Les collectivités intéressées peuvent manifester leur intérêt en envoyant un courriel, un courrier ou en répondant au formulaire qui sera mis à leur disposition. Un échange avec la direction territoriale permettra ensuite d'affiner le choix du projet le plus pertinent pour le territoire. Enfin, une convention formalisera les engagements de chacun et valorisera les cofinancements mobilisés pour la mise en œuvre des actions.

À travers cet appel à candidatures, la CMA Île-de-France souhaite renforcer la coopération avec les collectivités territoriales et encourager des initiatives concrètes au service de la transition écologique. Les territoires ont aujourd'hui un rôle déterminant à jouer pour accompagner les entreprises artisanales vers des pratiques plus durables et construire ensemble une économie locale plus résiliente. Les collectivités intéressées sont donc invitées à se mobiliser dès l'ouverture de l'appel afin de saisir cette opportunité d'agir concrètement pour l'avenir de leur territoire.

Dispositif « Booste ta boîte » : renforcer les compétences entrepreneuriales

Développer les compétences des dirigeants est un facteur essentiel de réussite et de pérennité des entreprises artisanales. Avec le dispositif « Booste ta boîte », la CMA Île-de-France propose aux collectivités un outil concret pour accompagner les entrepreneurs, renforcer leur activité et soutenir le dynamisme économique local.

Booste ta boîte : un dispositif de la CMA Île-de-France que les collectivités peuvent mettre à disposition des entreprises artisanales

Dans un contexte économique où la création d'entreprise est en constante progression, de nombreux dirigeants – notamment dans l'Artisanat – se lancent avec une forte expertise métier, mais parfois peu de connaissances en gestion, stratégie commerciale ou outils numériques. Cette situation peut conduire à un isolement du chef d'entreprise et fragiliser la pérennité de l'activité.

Pour répondre à ces enjeux, la Chambre de Métiers et de l'Artisanat d'Île-de-France a développé le dispositif « Booste ta boîte », un programme de formation et de réseautage destiné aux entrepreneurs artisanaux. Organisé sur 4 à 5 jours, ce dispositif vise à accompagner concrètement les dirigeants dans le développement et la structuration de leur activité.

Un levier de dynamisation économique pour les collectivités

En favorisant la montée en compétences des entrepreneurs, les collectivités participent directement à la solidité et à la pérennité du tissu économique local. Des entreprises mieux structurées et plus performantes sont en effet davantage en mesure de se développer, de créer de l'emploi et de contribuer à l'attractivité du territoire. À travers l'accueil du dispositif « Booste ta boîte », les collectivités soutiennent la montée en compétence des chefs d'entreprise locaux et renforcent leur posture entrepreneuriale. Elles contribuent également à la pérennité des entreprises artisanales en les aidant à mieux structurer leur démarche commerciale. Par ailleurs, ce type de programme favorise l'émergence d'une dynamique économique locale en encourageant les échanges, les collaborations et les synergies entre entrepreneurs d'un même territoire. Enfin, il permet d'offrir un service d'accompagnement de proximité, accessible directement aux dirigeants d'entreprise dans leur environnement local.

ZOOM SPÉCIAL

La transmission des entreprises artisanales : un levier stratégique pour les collectivités

Les collectivités territoriales ont un rôle déterminant à jouer pour faciliter la transmission des entreprises artisanales. Elles peuvent notamment intervenir financièrement en prenant en charge une partie du coût des diagnostics réalisés par les Chambres de Métiers et de l'Artisanat (CMA), dans le cadre de conventions.

Ces diagnostics permettent aux chefs d'entreprise de mieux préparer leur cession, d'anticiper les éventuelles difficultés et d'engager la recherche d'un repreneur dans de bonnes conditions. Les opportunités de reprise peuvent ensuite être diffusées sur des plateformes nationales dédiées, renforçant leur visibilité, comme transentreprise.com.

Cependant, malgré ces dispositifs, les difficultés à trouver des repreneurs persistent, notamment en raison d'un manque de vocations et d'un nombre insuffisant de candidats. Dans ce contexte, il est essentiel d'aplanir les obstacles et de renforcer l'attractivité des métiers artisanaux.

En agissant de manière proactive, les collectivités peuvent maximiser les chances de transmission réussie. Leur engagement est indispensable pour préserver le tissu économique local, maintenir l'emploi et assurer la continuité des savoir-faire qui font la richesse des territoires.

Le bilan retraite : une porte d'entrée stratégique pour accompagner les dirigeants

Le bilan retraite constitue une étape clé pour sensibiliser les chefs d'entreprise à la question de la transmission. Ce moment, souvent source de stress et d'anxiété, génère de nombreuses interrogations personnelles et professionnelles. Il représente ainsi une opportunité privilégiée pour engager le dialogue.

L'accompagnement des dirigeants dans cette phase est essentiel. Des rendez-vous peuvent être organisés en partenariat avec des acteurs spécialisés comme Humanis, afin d'évaluer la situation individuelle de chaque chef d'entreprise. Ces échanges permettent d'aborder sereinement l'avenir et d'initier une réflexion sur la cession.

Ces temps d'échange sont également précieux pour identifier les cédants potentiels. Beaucoup d'entre eux souhaitent en effet rester discrets, craignant que l'annonce d'une cession ne fragilise leur clientèle. Il est donc indispensable de proposer des dispositifs confidentiels et adaptés à leurs attentes.

La transmission-reprise : un enjeu national majeur

La transmission des entreprises artisanales est aujourd'hui devenue un véritable enjeu national. Avec près de 500 000 entreprises appelées à être cédées dans les dix prochaines années et un vieillissement marqué des dirigeants, la France fait face à un triple défi : préserver la vitalité des territoires, garantir sa souveraineté économique et assurer la transmission de ses savoir-faire.

Dans ce contexte, les entreprises transmises présentent souvent des perspectives économiques plus solides que les créations *ex nihilo*. Pourtant, le manque de repreneurs et les difficultés propres au marché de la transmission freinent de nombreuses reprises.

Consciente de ces enjeux, l'État a lancé en 2025 la « Mission Reprise », destinée à mobiliser l'ensemble des acteurs pour lever les freins existants et favoriser la reprise d'entreprises sur tout le territoire. En parallèle, des travaux d'analyse ont été relancés avec la publication annuelle de données par la Direction générale des Entreprises, permettant de mieux comprendre les tendances, défis et opportunités liés à la transmission.

Reprise d’une boucherie
à Rueil-Malmaison

Entretien avec…

Timothée Pruvost

Dirigeant de la Boucherie de l'Église

© Koox Production

Pour commencer, pouvez-vous vous présenter et présenter la boucherie que vous avez reprise ?

Timothée Pruvost : J’ai repris en 2018 la Boucherie de l’Église, où je travaillais déjà depuis plusieurs années. C’est mon ancien patron, propriétaire historique de la boutique, qui me l’a proposée en 2017. Comme je connaissais déjà parfaitement l’établissement, sa clientèle et la manière dont tout fonctionnait au quotidien, cette proposition est arrivée comme une évidence. J’avais déjà en tête l’idée de me lancer depuis un moment, et le fait de reprendre un commerce dans lequel j’étais pleinement intégré a rendu la décision plus simple et plus rassurante.

Pourquoi avoir choisi de reprendre cette boucherie plutôt que d’en créer une nouvelle ailleurs ?

T. P. : Depuis environ six mois, je cherchais une boucherie à reprendre, mais rien ne correspondait réellement à ce que je voulais. Quand mon patron m’a annoncé qu’il souhaitait transmettre la sienne, j’ai immédiatement compris que c’était une occasion à ne pas laisser passer. Reprendre un commerce où je travaillais déjà, où je connaissais chaque client, chaque rythme de la journée, c’était finalement la meilleure garantie pour réussir. Je savais exactement dans quoi je mettais les pieds, et cette continuité m’a énormément aidé à franchir le pas.

À quel moment avez-vous sollicité la Chambre de Métiers et de l’Artisanat, et quel type d’accompagnement avez-vous reçu ?

T. P. : Dès que mon patron m’a donné le feu vert, j’ai contacté la Chambre de Métiers pour savoir quelles aides et quels dispositifs existaient pour les repreneurs. J’ai été orienté vers une conseillère, Madame Nadine Jouannic, qui m’a guidé sur toute la partie administrative et pratique. J’ai suivi une semaine de formation "Créer - Reprendre", qui m’a beaucoup apporté, notamment pour structurer mon projet et clarifier les étapes. J’ai également bénéficié d’une aide HDSI, qui a été un vrai coup de pouce au moment du lancement. Franchement, j’ai eu les bonnes personnes au bon moment, et tout s’est fait de manière fluide, sans stress inutile.

Sur quels aspects l’accompagnement vous a-t-il été le plus utile ?

T. P. : L’accompagnement a été précieux surtout pour tout ce qui touche au financement, ainsi que pour la compréhension des différentes procédures liées à la reprise d’une entreprise. Cela m’a permis d’avancer sereinement dans un domaine qui peut vite paraître complexe quand on n’a jamais repris de commerce. Sur le plan juridique aussi, j’ai été bien épaulé, ce qui m’a aidé à éviter les erreurs et à sécuriser la transaction. On m’a vraiment guidé étape par étape, et ça a rendu la transition beaucoup plus simple que je ne l’imaginais.

Avez-vous rencontré des difficultés au moment de reprendre l’entreprise ?

T. P. : Honnêtement, non. Je n’ai pas été confronté à des obstacles particuliers. Avec les bons conseils et les bonnes informations, tout s’est enchaîné de manière assez naturelle. Je savais où j’allais, et chaque étape était claire. Je n’ai pas eu de mauvaises surprises ni de blocages majeurs.

Qu’est-ce que cette reprise a changé dans votre quotidien, maintenant que vous êtes à la tête de la boucherie ?

T. P. : Ce qui a le plus changé, et ce qui est certainement le plus difficile, c’est la gestion humaine. Aujourd’hui, les mentalités ne sont plus du tout les mêmes qu’il y a 10 ou 20 ans. La relation au travail a évolué, les attentes et les sensibilités aussi. Il faut mesurer ses mots, s’adapter, être constamment dans la pédagogie. C’est beaucoup plus exigeant qu’avant.

La gestion financière et technique, finalement, ça se maîtrise. Mais gérer une équipe, c’est vraiment le quotidien le plus délicat.

La transmission des entreprises artisanales est un enjeu prioritaire pour la CMA Ile-de-France et une grande cause nationale pour le ministère des PME qui nous engage à agir pour sensibiliser cédants et repreneurs dans le cadre de la Mission reprise. Des emplois, des savoirs faires et toute une partie de notre économie sont en jeu. A titre d'exemple, 17 % des dirigeants d'entreprise de la Métropole du Grand Paris ont plus de 60 ans. Pour les accompagner, les conseillers transmission de la CMA IDF proposent des solutions concrètes et accessibles : webinaires d'information gratuits, évaluation de la valeur de l'entreprise et mise en relation avec des repreneurs à des tarifs adaptés à la taille de l'entreprise. Les collectivités peuvent nous aider à identifier les futurs cédants que nous contacterons pour faciliter la transmission, pérennisant ainsi l’artisanat de proximité essentiel à l’attractivité du territoire.

La CMA IDF est également présente aux cotés des repreneurs. Les conseillers reprises appuient les entrepreneurs dans la réalisation du prévisionnel de reprise, la recherche d'aides et de financements (prêts d'honneur et prêts bancaires). De nombreuses opportunités de cessions d'entreprises pérennes sont diffusées sur notre plateforme transentreprise.com, avec une majorité d'artisans qui vendent pour prendre leur retraite.

Chambre de Métiers et de l'Artisanat ÎLE-DE-FRANCE

Chambre de Métiers
et de l'Artisanat Île-de-France
72-74, rue de Reuilly
CS0315 - 75012 Paris CEDEX 12
www.cma-idf.fr

Contact :
Xabier IRIONDO
Direction du Développement Économique
01 47 29 43 63
xabier.iriondo@cma-idf.fr